

L'Egypte : une clé pour comprendre et libérer le Moyen-Orient¹

Sellouma

Le 23 janvier 2008, à l'initiative du Hamas, les palestiniens assiégés à Gaza font tomber le mur. De l'autre côté, l'Egypte. De quoi mettre le régime égyptien face à un choix : répression ou aide humanitaire ? Aider les gazaouis ou les laisser passer la frontière signifie soutenir la résistance. C'est pour cette raison que Moubarak fit intervenir l'armée pour réprimer les gazaouis.

Tant qu'à tendre la main, autant que ce soit à Israël en leur vendant du gaz à bas prix. Par cette attitude, il s'est attiré, encore une fois, les foudres de l'opinion publique arabe, et surtout du peuple égyptien. Alors que les nouvelles se diffusaient dans tout le pays, des militants et mouvements politiques tels que les Frères Musulmans et Kifaya² organisèrent des manifestations dans tout le pays. Des arrestations monstres ont eu lieu. Au Caire, 1 500 personnes ont été arrêtées, sans compter des militants clés du mouvement. La pression a été telle pour le régime, avec d'un côté des milliers de palestiniens qui passent la frontière, et de l'autre le peuple égyptien qui proteste, que Moubarak a annoncé l'ouverture de la frontière et l'organisation de pourparlers avec le Hamas. Cet échec est une démonstration flagrante de l'affaiblissement du régime dû à la multiplication de luttes sociales en Egypte. On voit également l'impact qu'ont les mouvements des classes laborieuses égyptiennes sur la région. Comment ce renouveau des luttes peut faire plier le régime égyptien, et initier un nouveau souffle de libération au Moyen-Orient ? Pourquoi l'Egypte ?

Le constat que le Moyen-Orient, malgré les offensives impérialistes en Irak et en Palestine, connaît le même renouveau des luttes que partout ailleurs passe par une étude sur la situation politique et sociale en Egypte, jusqu'à présent mal connue en France. L'image dominante est celle d'une région martyr qui se réfugie dans les pires extrémismes. C'est en réponse aux guerres en Palestine et surtout en Irak que l'on vit la population défier le pouvoir en place. Selon Sameh Naguib³, on dénombre pas moins de 300 000 grévistes en 2007, le niveau d'implication et de militantisme n'a jamais été aussi fort depuis les années 1940, sous l'occupation anglaise. Ce renouveau des luttes s'explique par les bouleversements importants que sont la massification de travailleurs en ville, et la précarisation de leur statut. Le Caire compte aujourd'hui près de 20 millions d'habitants. Cette massification de la classe laborieuse dans les villes s'opère conjointement à un appauvrissement important dans les campagnes, ainsi qu'à la privatisation d'industries. Ainsi, beaucoup de travailleurs et paysans furent contraints d'effectuer des travaux journaliers, donc de subir une précarisation de leur statut. Ces facteurs n'ont pas empêché les ouvriers d'affronter le patronat, au contraire. Grèves de masse

La particularité de ces luttes, c'est qu'elles ont parfois abouti à des victoires, comme par exemple la grève dans les usines textiles de Mahalla en décembre 2007, rejointe par celle de l'usine de Karf al-Dawar et des ouvriers en minoterie au sud du Caire. L'autre exemple est la grève des usines de ciment, détenue par des capitaux italiens. Au bout de quatre jours, le salaire a été augmenté de 800 à 2 000 livres égyptiennes. A cela s'ajoute l'émergence d'une nouvelle génération militante qui compte un grand nombre de femmes. Ce sont elles qui ont initié la première grève à Mahalla :

« ce sont les travailleuses du textile, qui sont à 90 % des femmes, qui sont parties faire débrayer les autres sites, et entraîner les hommes à faire grève. La plupart d'entre elles sont intégralement voilées, ce qui ne les empêche pas d'être des militantes extrêmement actives. Elles passent même la nuit entière à occuper les usines avec les hommes »⁴

Cette génération a d'abord affronté les syndicats officiels affiliés au régime pour exiger une autre représentation des travailleurs. Elle s'attaque ces derniers mois de plus en plus directement à Moubarak. Anne Alexander⁵, dans son récent article sur la politisation des mouvements ouvriers en Egypte reprend la thèse de Rosa Luxemburg selon laquelle il n'y a pas de séparation fondamentale entre le domaine économique et politique. Ces deux domaines sont intimement liés, car la base de revendication est économique, et la forme que prennent les luttes est politique. Elle l'est d'autant plus dans un Etat autoritaire qui interdit tout droit de grève, d'assemblée et d'auto-organisation des travailleurs. Ainsi, pour satisfaire les revendications économiques, des gains démocratiques sont nécessaires. L'accumulation de victoires fait ressentir le besoin d'une autre représentation politique des travailleurs. On comprend donc le fort retentissement qu'ont les slogans anti-Moubarak, et les portraits du dictateur que l'on brûle sur la place publique. Les rumeurs justifiées de succession de son fils Gamal sont perçues comme allant à l'encontre des intérêts du peuple. Son orientation politique se démarque de son père dans le sens où il trouve la vieille élite trop molle, et trop lente à engager

1 Je tiens particulièrement à remercier Omar pour ses précieuses clarifications, ainsi que Hossam Al-hamalawy pour les informations quotidiennes et révolutionnaires de son blog : <http://arabist.net/arabawy/>

2 Kifaya est un rassemblement d'opposition au régime de Mubarak formé en 2004 et qui rassemble diverses tendances laïques, étudiantes ou ouvrières.

3 Cf :Interview de Sameh Naguib : « Egypt's strike wave », revue International Socialism n°116 <http://www.isj.org.uk/index.php4?id=363&issue=116>

4 Sameh Naguib, « Egypt's strike wave ». I.S n°116

5 Anne Alexander, « Inside Egypt's mass strikes », I.S n°118

des réformes économiques libérales. Pour ne pas le laisser passer, il devient nécessaire de créer un mouvement global qui fasse converger les préoccupations anti-impérialistes, et les luttes sociales de tous les secteurs d'activité.

Cette volonté a été relayée dans la ville de Mahalla, connue en Egypte pour avoir joué un rôle moteur pour les mouvements sociaux de ces derniers mois. Elle est forte de 27 000 ouvrier-e-s, ce qui en fait le plus grand complexe d'industries textiles du Moyen-Orient, et des actions de solidarité pour la Palestine s'y organisent. La grève la plus récente, qui a débuté la veille de la convention chargée de fixer les salaires pour le pays a pour objectif l'augmentation du salaire minimum à 175 euros, alors gelé à 5 euros depuis 1984 ! Les grèves et mes manifestations sont quasi-illégales. Pour initier une grève ou une manifestation, il faut que ce soit fait dans le plus grand secret. Ou spontanément. Le 19 février, malgré la tentative des forces de police de faire avorter toute action, une manifestation s'est tenue en ville. 10 000 habitants ont rejoint les travailleurs sous des slogans anti-Moubarak. Ces deux exemples montrent que Mahalla constitue un embryon d'organisation de la classe ouvrière pour la défense des intérêts du prolétariat dans son ensemble. D'où un large écho dans le pays, entraînant alors d'autres secteurs à entamer des actions, sit-in et grèves. Ce fut le cas des cheminots, des médecins, des universitaires, etc... En plus de cela, le drame de la hausse des prix, phénomène mondial qui a touché plus gravement les pays plus pauvres, a entraîné une pénurie de pain. On dénombre 15 morts à cause des échauffourées. Le point culminant de ces mouvements a été la grève générale du 6 avril, appelée par divers secteurs en lutte. Elle a donné lieu à des manifestations massives réunissant étudiants, universitaires, ouvriers, habitants des villes. Les répressions et les combats de rue ont été terribles. Selon l'appel du Centre d'études socialistes du Caire, on dénombre 800 arrestations au Caire, dont 150 militants, et 600 à Mahalla dont un certain nombre de femmes et d'enfants. Les deux organisateurs clés du mouvement, deux ouvriers à Mahalla qui sont Tarek Amin et Kamal el-Faioumy, ont été arrêtés. Cette journée rappelle pour beaucoup d'égyptiens l'intifada du pain de 1977. Ce soulèvement intervient la veille des municipales, et a démonté de manière éclatante cette farce électorale. Cette fois, et on le voit clairement, ce sont les luttes ouvrières qui affrontent le pouvoir, et montrent que la voie du changement ce ne sont ni les concessions, ni les élections. On comprend pourquoi cette initiative n'a pas du tout plu au régime ! Les jours suivants, Mahalla fut encerclée par les forces de l'ordre, et les protestations continuèrent.

La gauche et les Frères Musulmans

Comme l'Iran, l'Egypte est un pays qui a une classe ouvrière massive, potentiellement capable de déstabiliser les régimes en place. Les révolutionnaires présents dans le pays ont donc un rôle central à jouer au sein du mouvement ouvrier. Mais ceux-ci sont peu nombreux, et la politique menée par le parti communiste égyptien a pour une grande part contribué à détériorer l'image d'une gauche censée combattre l'Etat. Au milieu des années 80, ils formèrent une alliance avec l'Etat contre les islamistes, et mirent de côté toute critique contre l'impérialisme et les réformes économiques. En 5 ans, la vente de leur journal est passée de 150 000 à 3 000 exemplaires⁶. Aujourd'hui encore, le PC accuse le Hamas de diviser les palestiniens, alors que l'Egypte s'est alliée avec Israël pour mener une offensive militaire contre le Hamas. Cette attitude dénote une incompréhension totale de ce que sont les partis politiques se réclamant de l'islam dans la région.

Pour mieux comprendre la stratégie à adopter vis-à-vis des partis d'opposition, il est important d'abord d'étudier sérieusement ce qu'est aujourd'hui la confrérie des Frères Musulmans. Cela veut dire avoir un regard de classe, démystifié, c'est-à-dire un regard politique et marxiste sur ce qu'est cette organisation. Elle compte aujourd'hui 1 million de membres, ce qui n'a pas toujours été le cas. Aujourd'hui, la confrérie est incontournable. De manière générale, l'histoire des Frères Musulmans a connu beaucoup de revirements, surtout en période de lutte de classes, car elle cherchait à concilier les intérêts contradictoires des classes populaires, de la vieille et de la nouvelle classe dirigeante⁷. Il est important pour le comprendre d'enlever le vernis religieux qui obscurcit de nombreux débats autour cette organisation. Parce que nous pensons que le mouvement de l'histoire est celui de la lutte des classes, les contradictions se situent alors au niveau des interprétations de l'islam entre la classe ouvrière et la classe moyenne⁸. Les problèmes que traverse la société égyptienne sont pour eux de la faute du comportement « non-religieux » des égyptiens, en particulier les Coptes et les femmes, et non pas celle du capitalisme et du pouvoir en place. Pour éviter les confrontations de classe, les hauts dignitaires de la confrérie ne combattent pas l'appareil d'Etat, et militent pour une solution réformiste et associative. Ils construisent des hôpitaux où l'on peut se soigner gratuitement, ainsi que des écoles et des mosquées. En accord avec certains notables locaux, ils pratiquent la baisse des prix. En période de reflux des luttes, cette implantation a permis aux Frères de gagner en popularité. Ainsi, durant la grève de 1977, elle apporta même son soutien à l'Etat. La masse paupérisée d'étudiants et de paysans sans avenir, base militante ou sympathisante de la confrérie, est plus attirée par une vision révolutionnaire remettant en cause l'Etat. Aujourd'hui, cette base plus importante que jamais, est une opportunité pour les révolutionnaires de montrer le terrain réel de la lutte. Cette brèche s'est ouverte sur les bases d'un travail en commun entre organisations de gauche et Frères Musulmans sur la question de la guerre en Irak. La force des camarades révolutionnaires, peu nombreux, mais organisés au sein du front Kifaya, c'est leur clarté vis-à-vis des enjeux de ce mouvement. Leur objectif est de prolétarianiser leurs effectifs et de créer un réseau entre les luttes. Actuellement, les perspectives sont plus ouvertes grâce aux

6 « Egypt's strike wave » in I.S n°116

7 Pour une histoire des Frères, lire le chapitre consacré à l'Egypte dans *Le Prophète et le Prolétariat*, Chris Harman. Disponible sur : <http://tintinrevolution.free.fr/fr/harmanprophete.html>

8 Chris Harman, idem, pour une description de l'islamisme par classes sociale.

manifestations ouvrières de ces derniers mois, dans laquelle les sympathisants et militants de base de la confrérie impliqués dans le mouvement n'ont pas d'intervention islamiste, mais suivent le mouvement social. Un article paru sur le site d'Al Jazeera explique que : « *la confrérie a déclaré qu'elle soutient le droit de grève pour les travailleurs, mais elle n'a joué aucun rôle dans l'organisation des manifestations. Le groupe dit ne pas vouloir mobiliser ses partisans puisqu'ils se joignent à la grève car elle trouve que les objectifs de cette lutte ne sont pas clairs* »⁹. Sur ce terrain, malgré les pressions de la base, il n'y a pas d'intervention politique de la confrérie. En revanche, contrairement à 1977, elle est plus proche des préoccupations de la classe laborieuse. Ce positionnement indique clairement que la fracture entre la confrérie et Moubarak est très importante, à cause de sa politique pro-US, des arrestations des militants et candidats aux élections, ainsi que la torture d'Etat.

Pour les révolutionnaires, le terrorisme d'Etat est l'ennemi prioritaire à abattre. Ne pas répéter les erreurs du passé, c'est ne pas taire ses agissements, et mener campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques qui sont entre autres Khaled Ahmed¹⁰, Kareem al-Beheiri¹¹, Kamal El-Faioumy¹², et George Ishaq¹³. L'erreur inverse serait de taire nos divergences avec la confrérie, notamment sur la question des femmes et des Coptes. Cela implique concrètement avoir des outils de propagande et des interventions indépendantes.

Solidarité avec l'Egypte en lutte

Engager des actions de solidarité avec la société égyptienne en lutte signifie que nous devons relayer des appels comme celui lancé par le Centre d'Etudes Socialistes du Caire¹⁴. Les camarades égyptiens ont fait appel aux militants du monde entier pour organiser des manifestations devant les ambassades égyptiennes. C'est par le biais de Hossam-al-Hamalawy, journaliste basé au Caire que l'on apprend qu'un rassemblement a été organisé en France. De même, si nous étions présents à la conférence internationale contre la guerre au Caire, nous aurions contribué à renforcer la position des camarades égyptiens, et à affirmer la présence et la solidarité du mouvement révolutionnaire mondial. Mais cela n'a pas empêché un tournant radical à l'issue de cette rencontre, car elle a fait le lien entre les luttes anti-impérialistes et les luttes sociales.

Les difficultés qu'encourt l'Egypte ne sont pas qu'un problème propre à la gestion de l'Etat, mais sont liés à la mondialisation néo-libérale. Elles ne peuvent donc être résolues qu'à cette échelle. En tant que pays impérialiste, nous avons un rôle clé à jouer pour relayer et soutenir les luttes de là-bas. Actuellement, la France est en entente parfaite avec le pouvoir égyptien, que ce soit à propos de la stratégie guerrière, ou des réformes néo-libérales¹⁵. De même, il est intéressant de constater que les employés locaux de l'ambassade de France en Egypte ont mené des grèves avec le soutien de la CFDT contre les licenciements¹⁶. L'attitude néo-coloniale de la France envers ses employés égyptiens sous-payés et licenciés sans raison pouvait faire l'objet d'un soutien de notre organisation. Nous avons ici, beaucoup de possibilités d'aider le mouvement social et les socialistes égyptiens à faire tomber Moubarak. Une nouvelle solidarité, une nouvelle découverte de ce qu'est réellement l'Egypte, est à construire.

9 Al Jazeera English : <http://english.aljazeera.net/NR/exeres/0EE5A993-BFD9-4A0C-A18B-73E76F1AB64A.htm>

10 Ingénieur, responsable du site anglais des frères musulmans, cf : http://fr.alkarama.org/index.php?option=com_content&task=view&id=243&Itemid=90. On vient d'apprendre qu'il vient d'être relâché le 17 avril.

11 Membre de la ligue des travailleurs de Mahalla, et blogueur.

12 Leader du comité de grève de Mahalla.

13 Co-fondateur du mouvement Kifaya, détenu pendant 15 jours.

14 Une traduction en français n'est pas (encore) disponible, cf : <http://www.socialistworker.co.uk/art.php?id=14623>